



**SALAIRE, EMPLOI, PROTECTION SOCIALE, SERVICES PUBLICS
NON AU PACTE D'AUSTERITE !**

TOUS EN GREVE LE MARDI 18 MARS

Le « pacte de responsabilité » présenté par le Président de la République, sous prétexte de diminuer le « coût du travail » est un projet dangereux pour les salariés. **Ce pacte dispenserait les patrons des cotisations sociales des entreprises destinées à la branche famille, cela représente 35 milliards d'euros !**

Le financement des allocations familiales passerait ainsi au budget de l'état. Dans le contexte actuel de réduction forcée des déficits, les allocations familiales, les allocations logement seraient rapidement menacées.

Ce projet constitue aussi une lourde menace pour la sécurité sociale et la protection sociale. Le patronat réclame maintenant l'exonération des cotisations maladie !

Ces mesures constituent un véritable pillage de nos salaires. Les cotisations sociales ne sont en effet pas une « charge » mais la part des richesses créées par les salariés qui sert à financer solidairement la protection sociale pour tous.

Pour financer ce nouveau cadeau au MEDEF et tenir les objectifs de réduction des déficits, F. Hollande annonce dans le cadre de ce même pacte **50 milliards « d'économies » supplémentaires** sur les « dépenses publiques ». Cela constituerait un véritable choc contre les services publics, les salaires, l'emploi et la protection sociale alors que les besoins sociaux augmentent et alors que les salariés de notre pays n'ont jamais produit autant de richesses !

Des mesures drastiques sont à l'étude et seront annoncées après les municipales. **Le gel de l'avancement des fonctionnaires a été évoqué.**

Ce « pacte de responsabilité » comporte déjà sa dédinaison à la DGFIP : il s'agit de la « démarche stratégique ». Cette politique mène déjà la DGFIP au bord du gouffre : Suppressions massives d'emplois, restructurations, réorganisations, régionalisation, bradage-privatisation des missions, dégradation permanente des conditions de travail en constituent la néfaste architecture. **Qu'est-ce que cela sera si le plan de 50 milliards d'économies supplémentaires est engagé ? Que restera-t-il de la DGFIP avec une démarche stratégique à la puissance 10 ? Combien de nouveaux drames dans les services en seront-ils le prix ?**

Après plusieurs années de blocage de la valeur du point d'indice, après l'augmentation des cotisations retraite, après les 30 000 suppressions d'emplois intervenues depuis 2002, les personnels de la DGFIP en ont assez !

Avec les salariés du privé, avec tous les fonctionnaires, il faut dire STOP !

La section CGT Finances publiques des Hauts-de-Seine invite tous les agents à se mettre en grève avec l'ensemble des salariés des secteurs public et privé à **l'appel des confédérations CGT, FO, de la FSU et de Solidaires, et de leurs fédérations de fonctionnaires le mardi 18 mars, pour le retrait du pacte de responsabilité, le maintien du financement des allocations familiales par la cotisation employeur et pour la satisfaction de nos revendications :**

- **Augmentation immédiate de la valeur du point d'indice et rattrapage des pertes de pouvoir d'achat !**
- **Arrêt des suppressions d'emplois !**
- **Abandon de la démarche stratégique !**
- **Retrait de la lettre ministérielle organisant les « mutualisations » entre les administrations des Finances !**
- **Arrêt des restructurations et concentrations de services!**
- **Maintien de l'intégralité des missions exercées par la DGFIP !**
- **Non au rapport Pêcheur et au retour de la mobilité forcée!**
- **Maintien du Statut Général des Fonctionnaires et de nos statuts particuliers !**

TOUS EN GREVE LE 18 MARS 2014

TOUS A LA MANIFESTATION à 13h30 MONTPARNASSE

La section CGT Finances Publiques 92 considère que le 20 mars les revendications des personnels devront être portées à la Direction Générale à Bercy, à l'occasion de la grève et de la manifestation appelées par les syndicats de la DGFIP ce jour- là.